

Devant ces déprédations... les États-Unis ne pouvaient que recourir à la force pour disperser les bandes de hors-la-loi mexicains qui, avec une audace croissante, faisaient systématiquement des razzias de l'autre côté de la frontière internationale.

La force américaine est allée au Mexique et n'a pas été retirée tant que les États-Unis n'ont pas eu la certitude qu'un régime de paix allait être établi. Je pense qu'il serait dommage que les États-Unis, dans leur puissance actuelle, oublient l'attitude qu'ils ont prise quand ils n'étaient peut-être pas aussi puissants, et il me semble qu'au moins moralement les États-Unis devraient traiter l'agresseur avec un peu moins de rigueur. Mais, ce qui me paraît certain, en ce qui concerne une grande puissance, c'est qu'on s'expose à certains dangers quand une grande puissance essaye de décider de sa politique étrangère avec l'aide d'une commission d'évangélistes au sommet. Je ne pense vraiment pas que l'évangélisme ait un rôle quelconque à jouer dans la diplomatie internationale. Ce que je sais c'est qu'aucun pays ne peut permettre qu'on l'attaque continuellement avec impunité. C'est ce qui est arrivé à Israël et c'est à cela que ce pays veut mettre fin.

Il est très clair que Nasser cherche à se faire reconnaître comme chef des Arabes. Je ne suis pas d'accord avec le chef de l'opposition en ce sens que, à mon avis, Nasser ne réussira pas à dominer le Moyen-Orient, parce que les Arabes ne sont pas aussi homogènes que beaucoup de gens le supposent. Ils ont leurs propres rivalités, leurs propres haines, leurs propres aspirations et leurs propres ambitions, et tout cela a pour effet de les séparer bien plus que de les réunir.

Il ne fait aucun doute que ce que désire Israël c'est le droit de vivre sans redouter constamment les incursions et les alertes quotidiennes que le pays subissait, le droit de vivre autant que possible en paix et en sécurité. A mon avis, seules les Nations Unies peuvent garantir ce droit fondamental de toute nation. Encore faut-il que les États-Unis jouent le rôle qui leur incombe. A notre avis, la force des Nations Unies doit rester dans le Moyen-Orient jusqu'à ce qu'on soit parvenu à un règlement permanent; si elle s'en va, comme je l'ai dit plus tôt à propos d'autre chose, ce sera un coup mortel porté aux Nations Unies.

On peut dire que dans une très large mesure Israël a obéi aux Nations Unies, alors que dans une mesure aussi large l'Égypte ne l'a pas fait. De fait, l'Égypte a entravé l'action des Nations Unies en plusieurs circonstances et a fait fi de l'appel des Nations Unies demandant de faciliter un dégagement rapide du canal de Suez. Il y a manifestement eu dans ce cas entrave et défi de la part de l'Égypte. On a fait pression sur Israël

pour que ce pays accède à la requête des Nations Unies et il faudrait exercer le même genre de pression sur l'Égypte pour lui faire accéder elle aussi à la demande des Nations Unies. Nous avons demandé à Israël de compromettre sa propre sécurité et j'affirme par conséquent que nous devons à Israël des garanties compensant la sécurité à laquelle elle a peut-être le sentiment d'avoir renoncé.

Je suis de l'avis du chef de l'opposition quand il dit qu'il n'a pas confiance en M. Nasser. Je pense que très peu de personnes ont confiance en lui, surtout si l'on se remémore les faits historiques récents. En 1954, la grande ambition de M. Nasser était de chasser les Britanniques de la zone du canal de Suez et à cette fin il a entamé des négociations avec les États-Unis qui ont alors fait pression sur le Royaume-Uni. Les États-Unis se sont laissés convaincre que si les Britanniques quittaient cette partie du Moyen-Orient les chances de paix seraient d'autant meilleures et qu'il serait fort probable que le blocus serait levé.

Il s'agissait là d'une ruse bien calculée car au lieu d'être levé, le blocus a été resserré, et la paix espérée a été remplacée par des incursions augmentant en nombre et en violence. Maintenant que toutes les troupes d'invasion sont parties, il est possible que Nasser dévoile à nouveau son jeu. Il veut que l'administration civile retourne dans l'enclave de Gaza. De là à désirer le retour de forces armées à Gaza, il n'y a qu'un pas. Que deviendra alors la force d'urgence des Nations Unies? Que deviendront les Nations Unies si elles l'acceptent? J'aimerais que le ministre nous indique, s'il le peut, quelle politique le gouvernement compte adopter en une telle circonstance.

La situation en ce moment est des plus critiques, et c'est bien dommage que le président de la plus puissante des nations de l'Ouest, les États-Unis, soit de nouveau en route vers les Bermudes pour raison de santé; j'espère qu'il se rétablira promptement. Le secrétaire d'État est en Asie, dans un autre hémisphère, et j'ai parfois l'impression qu'il évolue dans un autre monde. Qui maintenant a la responsabilité de la politique des États-Unis? Je ne connais personne dont on puisse dire qu'il assume directement la responsabilité. Je crains donc, en songeant à tout ce que peut faire le lobby des pétroles, qu'il n'exerce une influence prédominante à Washington ces jours-ci, et cela je le déplore.

Nous devons amener Nasser et les représentants des autres États arabes à renoncer à l'état de guerre qu'ils entretiennent contre Israël. Le 2 novembre, le ministre a posé des questions intéressantes aux Nations Unies.